

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

5 octobre 2023

Moyen-Orient

- Le 4 octobre, [le centre Al Mezan pour les droits de l'homme](#) a publié une mise à jour des statistiques relatives aux violences perpétrées contre les enfants pendant un conflit armé par les porteurs de devoirs israéliens et palestiniens.
- Le 3 octobre, le [centre de ressources BADIL pour la résidence palestinienne et les droits des réfugiés](#) a publié un communiqué de presse reprenant les points forts de sa déclaration lors de la 54^e réunion ordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, dans laquelle il a appelé au démantèlement du régime colonial et d'apartheid israélien.
- Le 3 octobre, [l'association Addameer pour le soutien aux prisonniers et les droits de l'homme](#) a formé un recours urgent devant le Rapporteur spécial des Nations Unies concernant la poursuite de la détention administrative arbitraire par Israël de Kayed AlFasfous, qui suit une grève de la faim depuis le 3 août 2023.
- Le 3 octobre, [Al Shabaka](#) a publié une note de synthèse intitulée « The Dangerous Exceptionalism of Christian Zionism » (L'exceptionnalisme dangereux du sionisme chrétien), qui analyse les coïncidences idéologiques et les relations entre le sionisme chrétien et la suprématie blanche.
- Le 29 septembre, Shawan Jabarin, directeur général d'Al-Haq, et Dr. Ralph Wilde, professeur à la University College de Londres, ont publié une [note de position](#) intitulée « British Reparations Owed to the Palestinian People » (Les réparations que doit le Royaume-Uni au peuple palestinien). Cette note analyse le rôle joué par le Mandat sur la Palestine en tant que fondement juridique des réparations dues au peuple palestinien.

Asie et Europe

- Le 4 octobre, l'[Association France Palestine Solidarité](#) a partagé une courte vidéo intitulée « Gaza dans les yeux de Jack Lang ! ». Jack Lang est le président de l'Institut du monde arabe et un ancien ministre de la Culture français. La vidéo reprend les points marquants de sa récente visite dans la bande de Gaza.
- Le 2 octobre, l'[Association Belgo-Palestinienne](#) a publié un article intitulé « L'apartheid s'impose dans le débat public israélien ». L'article décrit les évolutions récentes de ces derniers mois et signale que, bien que largement absente des mobilisations en faveur de l'état de droit en Israël, la question Palestinienne est de plus en plus difficile à ignorer.
- Le 2 octobre, l'[Agence Media Palestine](#) a publié un article intitulé « Pour les Palestiniens, avoir de l'influence sur les réseaux sociaux s'accompagne d'une menace de prison ». L'article avance que la persécution d'activistes comme Ramzi Abassi, un

célèbre journaliste et influenceur sur les réseaux sociaux palestinien, illustre les tentatives de plus en plus nombreuses mises en œuvre par Israël pour étouffer l'expression des Palestiniens sur internet.

Amérique du Nord

- Les 7 et 8 octobre, [BuildPalestine](#) a organisé un forum hybride virtuel et en présentiel à Washington D.C. et à Ramallah, appelé « Reclaiming Funding » (Récupérer les financements). L'événement a accueilli des experts dans les domaines de la finance, du développement des communautés et du changement social et visait à réaménager les voies de financement de la Palestine afin de lui permettre de trouver des sources de financement alternatives et plus durables.
- Le 4 octobre, [J Street](#) a publié une déclaration saluant l'envoi d'une lettre au président Biden par 20 sénateurs des États-Unis, par laquelle ils appellent son administration à veiller à ce que tout accord potentiel de normalisation entre Israël et l'Arabie Saoudite comprenne des mesures concrètes afin de préserver la possibilité d'un État palestinien à l'avenir et de mettre un terme à la poursuite de la colonisation en Cisjordanie.
- Le 2 octobre, [The Jerusalem Fund](#) et d'autres organisations de la société civile, représentant des Palestino-américains, des Arabo-américains, des musulmans américains et leurs communautés alliées, ont formulé une déclaration conjointe dans laquelle ils expriment leurs inquiétudes concernant la décision des États-Unis d'admettre Israël dans le programme d'exemption de visa alors qu'Israël ne remplit pas les conditions requises. La semaine dernière, [Americans for Peace Now](#) et l'[US Campaign for Palestinian Rights](#) (USCPR) ont formulé des déclarations similaires. L'USCPR a appelé l'administration du président Biden à retirer Israël du programme d'exemption de visa.
- Le 29 septembre, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) a enregistré, sous la forme d'un podcast, une conversation avec le professeur Rebecca Ruth Gould, auteur d'un livre publié récemment intitulé « Erasing Palestine: Free Speech & Palestinian Freedom » (Effacer la Palestine : Liberté d'expression & Liberté palestinienne). Cette discussion se concentrait sur la campagne en cours qui utilise la définition donnée par l'IHRA de l'antisémitisme comme arme pour délégitimer et étouffer les critiques formulées contre Israël et le sionisme.
- Le 29 septembre, [Law for Palestine](#) a publié la retranscription complète d'un événement qui s'était tenu le 31 mai 2023 à Parliament Hill (Ottawa) intitulé « Faire face à ses responsabilités : les obligations du Canada envers la Palestine en vertu du droit international ».

Nations Unies

- Le 3 octobre, l'[OCHA](#) a publié un article qui relevait que 13 familles palestiniennes ont été déplacées de Masafer Yatta depuis le début du mois de juillet 2023 et qui accusait l'accroissement des restrictions à la circulation imposées par les forces israéliennes d'être la cause principale.
- Le 29 septembre, UNISPAL a publié son bulletin d'information trimestriel sur les activités récentes du Comité des [Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple](#)

[palestinien](#).

- Le 26 septembre, la Commission internationale indépendante des Nations Unies chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël a publié une [note de position](#) intitulée « Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ». Cette note de position a été préparée en lien avec la demande d'avis consultatif adressée à la Cour Internationale de Justice.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>